

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 91 — 2728

**22 MARS 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les modalités d'exécution du budget de l'Office de la Naissance et de l'Enfance relatives au subventionnement, pour 1990, des centres d'accueil, maisons maternelles et pouponnières, ainsi que des centres de vacances agréés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;  
Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;  
Vu le décret du 22 décembre 1989 contenant le budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1990, notamment l'article 41.01., section 52, du titre I;  
Vu l'accord du Ministre-Président ayant le Budget dans ses attributions;  
Vu l'avis de l'Inspection des Finances;  
Sur la proposition du Ministre ayant la Santé dans ses attributions et vu la délibération de l'Exécutif en date du 25 février 1991,

Arrête :

**Article 1er.** La Communauté française intervient à concurrence des taux déterminés ci-après, par jour et par enfant, dans les frais de fonctionnement des centres d'accueil pour enfants, agréés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance :

1 600 F pour les enfants de zéro à deux ans (jour anniversaire);  
1 490 F pour les enfants de plus de deux ans à sept ans (jour anniversaire);  
1 100 F pour les enfants de plus de sept à douze ans (jour anniversaire), pour autant qu'ils accompagnent un frère et/ou une sœur de moins de sept ans.

Ces taux ne sont toutefois accordés que dans la mesure où aucune autre subvention journalière n'est versée à l'institution pour un même bénéficiaire par un pouvoir ou un organisme public.

**Art. 2.** Les séjours d'enfants dans les camps, les colonies de vacances et les plaines de vacances agréés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, sont subventionnés selon la clé de répartition suivante :

1 point par journée de présence d'un enfant de moins de douze ans;  
2 points par journée de présence d'un handicapé léger de moins de dix-huit ans;  
4 points par journée de présence d'un handicapé grave de moins de vingt-cinq ans;

Un supplément de 25 % est accordé par journée de présence répondant aux conditions idéales d'encadrement définies par l'O.N.E.

La valeur en francs sera fonction des budgets respectifs aux camps, colonies et plaines divisés par le nombre total de points en camps, colonies et plaines.

Pour les centres de vacances s'adressant prioritairement aux enfants de milieu socio-économiquement défavorisé, un complément à la subvention de base est réparti à concurrence de 10 % du budget total centres de vacances selon les clés suivantes par journée de présence d'enfants âgés de moins de dix-huit ans :

— 1,9 points pour les camps;  
— 4,8 points pour les colonies;  
— 3,3 points pour les plaines.

La valeur du point en francs sera calculée selon la formule :

$$10 \% \text{ du budget centres de vacances} \\ \text{nombre total de points}$$

**Art. 3.** Les taux d'intervention de la Communauté française dans les frais d'entretien des mères et enfants, hébergés dans les maisons maternelles sont fixés respectivement à 1 170 F et 875 F par jour, à condition qu'aucune autre subvention journalière ne soit versée à l'institution pour un même bénéficiaire par un pouvoir ou un organisme public.

**Art. 4.** Le taux d'intervention de la Communauté française dans les frais d'hébergement d'enfants dans les pouponnières est fixé, par jour et par bénéficiaire à :

— 1 600 F pour les enfants de zéro à deux ans (jour anniversaire);  
— 1 490 F pour les enfants de plus de deux ans à sept ans (jour anniversaire).

Ces taux ne sont toutefois accordés que dans la mesure où aucune autre subvention journalière n'est versée à l'institution pour un même bénéficiaire par un pouvoir ou un organisme public.

**Art. 5.** Lorsqu'un pouvoir ou un organisme public effectue un placement dans un centre d'accueil, dans une pouponnière ou dans une maison maternelle, il intervient à concurrence des taux journaliers fixés aux articles 1, 3 et 4.

En outre, pour les centres d'accueil agréés et les pouponnières il couvrira la participation financière des parents fixée forfaitairement à 350 F par jour et par enfant.

**Art. 6.** Lorsqu'un pouvoir ou un organisme public est dans l'impossibilité d'acquitter les taux visés aux articles 1, 3 et 4, l'Office de la Naissance et de l'Enfance peut, dans la limite de ses crédits, supporter la différence entre l'intervention de cet organisme et lesdits taux, excepté pour les placements effectués à l'initiative de l'Office de Protection de la Jeunesse.

**Art. 7.** L'Office de la Naissance et de l'Enfance peut octroyer aux pouvoirs organisateurs de centres d'accueil, maisons maternelles et pouponnières, une avance provisionnelle représentant au maximum 70 % de la moyenne des subsides de fonctionnement dus pour les trois premiers trimestres. Sur décision dûment motivée du Bureau, cette avance peut toutefois être portée à un maximum de 150 %. Cette avance peut être récupérée à tout moment et l'est, en tout état de cause, lorsque l'institution cesse ses activités.

**Art. 8.** Les interventions prévues aux articles précédents ne sont allouées que dans les limites des crédits prévus à cette fin au budget de la Communauté française.

**Art. 9.** Les centres d'accueil pour enfants visés à l'article 1er ainsi que les pouponnières visées à l'article 4 sont tenus de réclamer aux parents ou aux personnes qui ont légalement la charge des enfants, une participation financière par jour de placement calculée selon la grille reprise ci-dessous :

Revenus mensuels nets cumulés du ménage marié ou cohabitant (ou parent isolé) + allocations familiales de l'enfant concerné	Participation journalière		Revenus mensuels nets cumulés du ménage marié ou cohabitant (ou parent isolé) + allocations familiales de l'enfant concerné	Participation journalière	
	100 %	70 %		100 %	70 %
20 099	60	60	46 000 — 46 999	307	215
20 100 — 20 999	92	65	47 000 — 47 999	313	220
21 000 — 21 999	109	77	48 000 — 48 999	320	224
22 000 — 22 999	128	90	49 000 — 49 999	326	228
23 000 — 23 999	148	103	50 000 — 50 999	334	234
24 000 — 24 999	162	114	51 000 — 51 999	340	238
25 000 — 25 999	168	118	52 000 — 52 999	347	242
26 000 — 26 999	175	122	53 000 — 53 999	353	247
27 000 — 27 999	181	127	54 000 — 54 999	360	252
28 000 — 28 999	188	132	55 000 — 55 999	366	257
29 000 — 29 999	194	136	56 000 — 56 999	373	262
30 000 — 30 999	202	142	57 000 — 57 999	379	265
31 000 — 31 999	208	145	58 000 — 58 999	386	270
32 000 — 32 999	215	150	59 000 — 59 999	392	275
33 000 — 33 999	221	155	60 000 — 60 999	400	280
34 000 — 34 999	228	160	61 000 — 61 999	406	284
35 000 — 35 999	234	164	62 000 — 62 999	413	289
36 000 — 36 999	241	169	63 000 — 63 999	419	293
37 000 — 37 999	247	173	64 000 — 64 999	426	299
38 000 — 38 999	254	178	65 000 — 65 999	432	302
39 000 — 39 999	260	182	66 000 — 66 999	439	307
40 000 — 40 999	268	187	67 000 — 67 999	445	312
41 000 — 41 999	274	192	68 000 — 68 999	452	317
42 000 — 42 999	281	197	69 000 — 69 999	458	320
43 000 — 43 999	287	200	70 000 — 70 999	466	326
44 000 — 44 999	294	206	71 000 — 71 999	472	330
45 000 — 45 999	300	210	72 000 — 72 999	479	335
			73 000 — 73 999	485	340
			74 000 — 74 999	492	344
			75 000 — 75 999	498	349
			76 000 — 76 999	505	354
			77 000 et plus	511	358

Le montant de la participation journalière ne peut en aucun cas être inférieur à 60 F (minimum absolu).

Le montant de la participation financière est fixé à 511 F, par jour pour les parents qui ne fournissent pas la preuve de leurs revenus.

Le calcul de la participation financière des parents se fait conformément aux dispositions de l'annexe au présent arrêté.

**Art. 10.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1990, à l'exception de l'article 2 qui sera d'application à partir du 1er juillet 1990.

**Art. 11.** Le Ministre ayant la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 mars 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
F. GUILLAUME

## Annexe 1

1. Le calcul de la participation financière des parents pour un placement d'enfant dans les centres d'accueil et pouponnières est basé sur les revenus mensuels nets cumulés du ménage augmentés des allocations familiales perçues pour l'enfant concerné.

Lorsque l'un des parents est inscrit sous le régime ouvrier, employé, services publics et assimilés, et l'autre soumis à un autre régime, le revenu mensuel net du ménage est égal à l'addition des revenus mensuels nets des parents calculés chacun suivant le régime qui lui est applicable.

a) Les revenus mensuels nets cumulés du ménage pris en considération pour le calcul de la participation journalière sont ceux du mois précédant l'entrée dans le milieu d'accueil.

Il y a lieu pour les parents inscrits sous les régimes ouvrier, employé, services publics et assimilés de faire remplir par leur employeur le document figurant à l'annexe 3.

Les parents soumis à un autre régime doivent produire le plus récent avertissement-extrait de rôle relatif à l'impôt des personnes physiques.

Il est possible de se référer à l'avertissement-extrait de rôle 1988 et 1989 en appliquant selon le cas l'une des deux formules de reconversion suivantes :

1° Avertissement-extrait de rôle 1989 (revenus 1988) :

$$\frac{A}{13,66} \times 1,1042$$

A = revenus annuels imposables cumulés du ménage pour 1988 (tels qu'ils figurent sur l'avertissement-extrait de rôle 1989).

13,66 = coefficient de conversion des revenus annuels imposables cumulés en revenus mensuels nets cumulés.

1,1042 = coefficient d'indexation des revenus, compte tenu de l'indice des prix à la consommation.

2° Avertissement-extrait de rôle 1988 (revenus 1987) :

$$\frac{A}{13,29} \times 1,1042$$

A = revenus annuels nets imposables cumulés du ménage pour 1989 (tels qu'ils figurent sur l'avertissement-extrait de rôle 1988).

13,29 = coefficient de conversion des revenus annuels nets imposables cumulés en revenus mensuels nets cumulés.

1,1042 = coefficient d'indexation des revenus, compte tenu de l'indice des prix à la consommation.

b) Par « revenus à justifier », il faut entendre toutes les ressources financières du ménage marié ou cohabitant ou du parent isolé et notamment :

- revenus professionnels;
- prestations sociales (maladie-invalidité-pensions-allocations d'accidents de travail et de maladies professionnelles-allocations de chômage-allocations aux handicapés);
- allocations de milice;
- bourse d'études;
- revenus garantis, minimum de moyens d'existence, aides financières C.P.A.S.

Les pensions alimentaires seront ajoutées aux revenus de référence, si elles sont perçues.

Elles seront déduites, si elles sont versées.

Les remboursements personnels ne peuvent pas être déduits.

c) L'enquête sociale menée par le travailleur social attaché au milieu d'accueil est déterminante pour adapter la participation journalière, en cas de situation financière particulière d'une famille, pendant une période précise.

Toute dérogation au présent barème fera toutefois l'objet d'un rapport justificatif écrit.

d) La déclaration des revenus du ménage ou du parent isolé, prévue à l'annexe 2, appuyée de la preuve des revenus, doit être conservée jusqu'à la fin de l'année en cours.

2. Lorsque deux enfants d'une même famille sont placés simultanément dans des milieux d'accueil agréés par l'O.N.E., la participation financière due pour chaque enfant est réduite à 70 % de la redevance normale.

La même réduction à 70 % sera accordée pour tout enfant appartenant à une famille comptant trois enfants à charge ou plus.

La participation ne pourra toutefois en aucun cas être inférieure à 60 F (minimum absolu).

3. La participation financière des parents peut faire l'objet d'un paiement anticipé ou d'une provision.

4. En ce qui concerne les revenus des travailleurs frontaliers, domiciliés en Belgique, justifiés dans une monnaie étrangère, l'O.N.E. établit une note explicative à l'usage des dirigeants des milieux d'accueil concernés.

Par l'Exécutif de la Communauté française :  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
F. GUILLAUME

Annexe 2

DECLARATION DES REVENUS DU MENAGE OU DU PARENT ISOLE

Personne assumant la charge financière de l'enfant signant la présente déclaration : Dénomination et adresse du milieu d'accueil :

Nom et prénom : .....  
 Adresse : .....  
 Relation parentale : .....

Enfant inscrit :  
 Nom et prénom : .....  
 Adresse : .....  
 Date de naissance : .....  
 Composition de la famille : .....

Nombre d'enfants de la famille placés en milieu d'accueil subventionnés et soumis au même barème de redevances : .....  
 Date d'inscription : .....

Réservé au Milieu d'Accueil

Cette déclaration est complétée par un des modèles suivants :

<p style="text-align: center;"><b>MODELE A</b></p> <p>Je soussigné(e) déclare avoir pris connaissance de l'arrêté fixant pour l'année 1990 le barème de la participation financière des parents dans les frais de séjours des enfants hébergés dans les crèches de jour et les préguardiennats agréés et subsidiés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance ainsi que dans les services de gardiens ou gardiennes à domicile.</p> <p>Je ne produis aucune preuve de revenus et m'engage à payer le montant de la participation financière maximale mentionnée dans cet arrêté.</p> <p>Date : Signature :</p>	<p style="text-align: center;"><b>MODELE B</b></p> <p>Je soussigné(e) déclare que les revenus mensuels nets de mon ménage se décomposent comme suit :</p> <p>1° ..... F mois de .....              2° ..... F mois de .....              ..... F</p> <p>J'appuie cette déclaration des attestations remplies par les employeurs.</p> <p>Date : Signature :</p>
<p style="text-align: center;"><b>MODELE C</b></p> <p>Je soussigné(e) m'engage à payer une participation financière calculée sur base de mon avertissement-extrait de rôle 1989 (revenus 1988) suivant la formule de conversion déterminée dans l'arrêté.</p> <p>Rev. ann. nets imposables cumulés du ménage  <math>\frac{13,66}{13,66} \times 1,1042 = \dots\dots\dots</math> F</p> <p>Date : Signature :</p>	<p style="text-align: center;"><b>MODELE D</b></p> <p>Je soussigné(e) m'engage à payer une participation financière calculée sur base de mon avertissement-extrait de rôle 1988 (revenus 1987), suivant la formule de conversion déterminée dans l'arrêté.</p> <p>Rev. ann. nets imposables cumulés du ménage  <math>\frac{13,29}{13,29} \times 1,1042 = \dots\dots\dots</math></p> <p>Date : Signature :</p>

Par l'Exécutif de la Communauté française :  
 Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
 F. GUILLAUME

## Annexe 3

## ATTESTATION A REMPLIR PAR L'EMPLOYEUR ET DESTINEE A

..... (désignation du milieu d'accueil)

Je soussigné(e).....  
 agissant au nom de (dénomination de la firme) .....  
 .....  
 certifie que M. ....  
 domicilié(e) à .....  
 est à mon service en qualité de.....

Sa rémunération mensuelle brute, hors allocations familiales et déduction faite de la cotisation de solidarité, mais y compris :

- l'allocation foyer/résidence;
- les autres avantages soumis à la déclaration à l'O.N.S.S.

pour le mois de ..... s'élève à .....

A déduire :

— Cotisation O.N.S.S.	:	.....	F
Caisse veuves et orphelins	:	.....	F
Caisse de Répartition des Pensions communales	:	.....	F
Précompte professionnel	:	.....	F

REMUNERATION NETTE : .....

— Autres avantages mensuels non soumis à l'O.N.S.S., à préciser :	:	.....	F
— Allocations de pause carrière	:	.....	F
— Autres	:	.....	F
.....	:	.....	F

Temps de service presté : .....

Fait à ..... le .....

Cachet de la firme

Signature :

Par l'Exécutif de la Communauté française :  
 Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

## VERTALING

## MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 91 — 2728

**22 MAART 1991.** — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de modaliteiten voor de uitvoering van de begroting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor geboorte en kindervelzijn van de Franse Gemeenschap) betreffende de toekenning, voor 1990, van toelagen aan de opvangcentra, de moedertehuizen en de kinderdag- en nachtverblijven, alsook aan de vakantiecentra erkend door de « Office de la Naissance et de l'Enfance »

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;  
Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap);

Gelet op het decreet van 22 december 1989 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1990, inzonderheid op artikel 41.01., sectie 52, Titel I;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort, en gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 25 februari 1991 genomen beslissing,

Besluit :

**Artikel 1.** De Franse Gemeenschap komt, ten belope van de hierna bepaalde bedragen, per dag en per kind, tegemoet in de werkingskosten van de door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » erkende opvangcentra voor kinderen :

1 600 F voor de kinderen van nul tot twee jaar (verjaardag);

1 490 F voor de kinderen van meer dan twee jaar tot zeven jaar (verjaardag);

1 100 F voor de kinderen van meer dan zeven jaar tot twaalf jaar (verjaardag) voor zover zij meekomen met een broer of een zuster van minder dan zeven jaar.

Deze bedragen worden evenwel slechts toegekend voor zover er geen andere dagelijkse toelage aan de instelling voor een zelfde gerechtigde wordt gestort door een overheidsbestuur of een openbare instelling.

**Art. 2.** Voor het verblijf van kinderen in kampen, vakantiecolonies en vakantiepleinen erkend door de « Office de la Naissance et de l'Enfance », worden betaald volgens de volgende verdelingssleutel :

1 punt per dag aanwezigheid van een kind van minder dan twaalf jaar;

2 punten per dag aanwezigheid van een licht gehandicapte van minder dan achttien jaar;

4 punten per dag aanwezigheid van een zwaar gehandicapte van minder dan vijftientien jaar.

Een supplement van 25 % wordt toegekend per dag aanwezigheid die beantwoordt aan de ideale omkaderingsvoorwaarden vastgesteld door de « O.N.E. ».

De waarde van het punt in frank zal afhangen van de respectievelijke begrotingen voor de kampen, kolonies en pleinen, gedeeld door het totaal aantal punten in de kampen, kolonies en pleinen.

Voor de vakantiecentra die prioritair bestemd zijn voor kinderen uit sociaal-economisch minder begunstigde milieus, wordt een bijkomend bedrag bij de basistoelage verdeeld ten belope van 10 % van de globale begroting vakantiecentra, volgens de volgende verdelingssleutels per dag aanwezigheid van kinderen van minder dan achttien jaar :

— 1,9 puntenvoor de kampen;

— 4,8 punten voor de kolonies;

— 3,3 punten voor de pleinen.

De waarde van het punt in frank zal worden berekend volgens de formule :

$$\frac{10 \% \text{ van de begroting vakantiecentra}}{\text{totaal aantal punten}}$$

**Art. 3.** De bedragen van de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap in de onderhoudskosten van de moeders en kinderen die in de moedertehuizen worden opgenomen worden respectievelijk vastgesteld op 1 170 F en 875 F per dag, op voorwaarde dat geen andere dagelijkse toelage aan de instelling voor eenzelfde gerechtigde wordt gestort door een overheidsbestuur of een openbare instelling.

**Art. 4.** Het bedrag van de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap in de kosten voor het opnemen van kinderen in de kinderdag- en nachtverblijven wordt vastgesteld, per dag en per gerechtigde, op :

— 1 600 F voor de kinderen van nul tot twee jaar (verjaardag);

— 1 490 F voor de kinderen van meer dan twee jaar tot zeven jaar (verjaardag).

Deze bedragen worden evenwel slechts toegekend voor zover er geen andere dagelijkse toelage aan de instelling voor eenzelfde gerechtigde wordt gestort door een overheidsbestuur of een openbare instelling.

**Art. 5.** Indien een overheidsbestuur of een openbare instelling een kind plaatst in een opvangcentrum, een kinderdag- en nachtverblijf of een moedertehuis, dan komt het/ze tegemoet ten belope van de dagelijkse bedragen vastgesteld in de artikelen 1, 3 en 4.

Bovendien dekt het/ze, voor de erkende opvangcentra en de kinderdag- en nachtverblijven, de financiële bijdrage van de ouders, die forfaitair vastgesteld is op 350 F per dag en per kind.

**Art. 6.** Indien het een overheidsbestuur of een openbare instelling in de onmogelijkheid is de bij de artikelen 1, 3 en 4 bedoelde bedragen te betalen, kan de « Office de la Naissance et de l'Enfance », binnen de perken van zijn kredieten, het verschil dragen tussen de tegemoetkoming van deze instelling en bedoelde bedragen, ten laste nemen, uitgezonderd voor de plaatsingen die worden gedaan op initiatief van de « Office de la Protection de la Jeunesse ».

**Art. 7.** De « Office de la Naissance et de l'Enfance » mag aan de inrichtende machten van de opvangcentra, de moedertehuizen en de kinderdag- en nachtverblijven, een provisioneel voorschot toestaan dat maximaal 70 % uitmaakt van het gemiddelde van de werkingstoelagen die verschuldigd zijn voor de eerste drie kwartalen. Bij behoorlijk met redenen omklede beslissing van het Bureau, kan dit voorschot evenwel op een maximum van 150 % worden gebracht.

Dit voorschot kan op elk ogenblik worden verhaald en het wordt hoe dan ook verhaald wanneer de instelling haar activiteiten stopzet.

**Art. 8.** De in de vorige artikelen bepaalde tegemoetkomingen worden slechts toegekend binnen de perken van de kredieten die daartoe op de begroting van de Franse Gemeenschap uitgetrokken zijn.

**Art. 9.** De centra voor kinderopvang bedoeld bij artikel 1 alsook de kinderdag- en nachtverblijven bedoeld bij artikel 4, zijn ertoe verplicht aan de ouders of aan de personen die wettelijk de kinderen ten laste hebben, een financiële bijdrage per plaatsingsdag te vragen, die berekend is volgens die hieronder vermelde schaal :

Samengevoegde netto maandelijkse gezinsinkomsten gehuwden of samenwo- nenden (of alleenstaande ouder) + kinderbijslag voor betrokken kind	Dagelijkse bijdrage		Samengevoegde netto maandelijkse gezinsinkomsten gehuwden of samenwo- nenden (of alleenstaande ouder) + kinderbijs- lagen van betrokken kind	Dagelijkse bijdrage	
	100 %	70 %		100 %	70 %
20 099	60	60	46 000 — 46 999	307	215
20 100 — 20 999	92	65	47 000 — 47 999	313	220
21 000 — 21 999	109	77	48 000 — 48 999	320	224
22 000 — 22 999	128	90	49 000 — 49 999	326	228
23 000 — 23 999	148	103	50 000 — 50 999	334	234
24 000 — 24 999	162	114	51 000 — 51 999	340	238
25 000 — 25 999	168	118	52 000 — 52 999	347	242
26 000 — 26 999	175	122	53 000 — 53 999	353	247
27 000 — 27 999	181	127	54 000 — 54 999	360	252
28 000 — 28 999	188	132	55 000 — 55 999	366	257
29 000 — 29 999	194	136	56 000 — 56 999	373	262
30 000 — 30 999	202	142	57 000 — 57 999	379	265
31 000 — 31 999	208	145	58 000 — 58 999	386	270
32 000 — 32 999	215	150	59 000 — 59 999	392	275
33 000 — 33 999	221	155	60 000 — 60 999	400	280
34 000 — 34 999	228	160	61 000 — 61 999	406	284
35 000 — 35 999	234	164	62 000 — 62 999	413	289
36 000 — 36 999	241	169	63 000 — 63 999	419	293
37 000 — 37 999	247	173	64 000 — 64 999	426	299
38 000 — 38 999	254	178	65 000 — 65 999	432	302
39 000 — 39 999	260	182	66 000 — 66 999	439	307
40 000 — 40 999	268	187	67 000 — 67 999	445	312
41 000 — 41 999	274	192	68 000 — 68 999	452	317
42 000 — 42 999	281	197	69 000 — 69 999	458	320
43 000 — 43 999	287	200	70 000 — 70 999	466	326
44 000 — 44 999	294	206	71 000 — 71 999	472	330
45 000 — 45 999	300	210	72 000 — 72 999	479	335
			73 000 — 73 999	485	340
			74 000 — 74 999	492	344
			75 000 — 75 999	498	349
			76 000 — 76 999	505	354
			77 000 en meer	511	358

Het bedrag van de dagelijkse bijdrage mag in geen geval lager zijn dan 60 F (absoluut minimum).

Het bedrag van de financiële bijdrage is vastgesteld op 511 F per dag voor de ouders die geen bewijs leveren van hun inkomsten.

De berekening van de financiële bijdrage van de ouders wordt gemaakt overeenkomstig de bepalingen van de bijlage van dit besluit.

**Art. 10.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1990, behoudens artikel 2, dat van toepassing wordt vanaf 1 juli 1990.

**Art. 11.** De Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 maart 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

G. GUILLAUME

## Bijlage 1

1. De berekening van de financiële bijdrage van de ouders voor de plaatsing van een kind in opvangcentra en in kinderdag- en nachtverblijven wordt uitgevoerd op grond van de samengevoegde netto maandelijkse gezinsinkomsten, vermeerderd met de kinderbijslagen die voor betrokken kind worden ontvangen.

Wanneer één van de ouders ingeschreven is onder het stelsel werklieden, bedienden, openbare en daarmee gelijkgestelde diensten, en de andere onder een ander stelsel valt, komen de netto maandelijkse gezinsinkomsten overeen met de optelling van de netto maandelijkse inkomsten van de ouders, ieder berekend volgens het op hem toepasselijk stelsel.

a) De samengevoegde netto maandelijkse gezinsinkomsten die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de dagelijkse bijdrage, zijn die van de maand die de toegang tot het opvangmilieu voorafgaat.

Ouders die ingeschreven zijn onder de stelsels werklieden, bedienden, openbare en daarmee gelijkgestelde diensten, moeten het document van bijlage 3 door hun werkgever laten invullen.

Ouders die aan een ander stelsel onderworpen zijn moeten het meest recente aanslagbiljet voor de personenbelasting overleggen.

De mogelijkheid bestaat om te verwijzen naar het aanslagbiljet van 1988 en 1989, en, naar gelang van het geval, één van de volgende twee omrekeningsformules toe te passen :

1° Aanslagbiljet 1989 (inkomsten 1988) :

$$\frac{A}{13,66} \times 1,1042$$

A = samengevoegde belastbare jaarlijkse gezinsinkomsten voor 1988 (zoals vermeld op het aanslagbiljet 1988).

13,66 = coëfficiënt om de samengevoegde belastbare netto jaarlijkse inkomsten om te rekenen in samengevoegde netto maandelijkse inkomsten.

1,1042 = indexatiecoëfficiënt van de inkomsten, rekening houdend de index van de consumptieprijzen.

2° Aanslagbiljet 1988 (inkomsten 1987) :

$$\frac{A}{13,29} \times 1,1042$$

A = samengevoegde belastbare jaarlijkse gezinsinkomsten (zoals vermeld op het aanslagbiljet 1988).

13,29 = coëfficiënt om de samengevoegde belastbare jaarlijkse inkomsten om te rekenen in samengevoegde netto maandelijkse inkomsten.

1,1042 = indexatiecoëfficiënt van de inkomsten, rekening houdend met de index van de consumptieprijzen.

b) Onder « te verantwoorden inkomsten » dienen te worden verstaan, alle financiële inkomsten van het gezin (getrouwden of samenwonenden) of van de alleenstaande ouder, meer bepaald :

- beroepskosten;
- sociale voorzieningen (ziekte - invaliditeit - pensioenen - vergoedingen voor arbeidsongevallen en beroepsziekten - werkloosheidsuitkeringen - tegemoetkomingen voor gehandicapten);
- militievergoedingen;
- studiebeurzen;
- gewaarborgd inkomen - bestaansminimum - financiële steun O.C.M.W.

De onderhoudsuitkeringen worden gevoegd bij het referentie-inkomen, indien ze worden ontvangen.

Ze worden afgetrokken, indien ze worden gestort.

De persoonlijke terugbetalingen mogen niet worden afgetrokken.

c) Het maatschappelijk onderzoek dat wordt ingesteld door de maatschappelijk werker verbonden aan het opvangmilieu is doorslaggevend voor de aanpassing van de dagelijkse bijdrage van een gezin dat in een bijzondere financiële situatie verkeert gedurende een welbepaalde periode.

Elke afwijking van deze schaal zal echter worden gestaafd door een schriftelijk verantwoordingsverslag.

d) De aangifte van de inkomsten van het gezin of van de alleenstaande ouder bedoeld in bijlage 2, gestaafd met het bewijs van de inkomsten, moet worden bewaard tot aan het einde van het lopende jaar.

2. Wanneer twee kinderen van eenzelfde gezin tegelijk in door de « O.N.E. » erkende opvangmilieus zijn geplaatst, dan wordt de financiële bijdrage voor elk kind teruggebracht tot 70 % van de normale bijdrage.

Dezelfde vermindering tot 70 % zal worden toegekend voor elk kind uit een gezin dat drie of meer kinderen ten laste heeft.

De bijdrage mag echter in geen geval lager zijn dan 60 F (absoluut minimum).

3. De financiële bijdrage van de ouders kan het voorwerp uitmaken van een voorafgaande betaling of een voorschot.

4. Voor de inkomsten van de grensarbeiders die in België wonen, in een vreemde munt betaald, stelt de « O.N.E. » een verklarende nota op ten behoeve van de directie van de betrokken opvangmilieus.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME



## Bijlage 2

## AANGIFTE VAN DE INKOMSTEN VAN HET GEZIN OF VAN DE ALLEENSTAANDE OUDER

Persoon die de financiële last van het kind draagt, en die deze aangifte tekent :

Naam en adres van het opvangmilieu :

Naam en voornaam : .....

Adres : .....

Gezinsverhouding : .....

Ingeschreven kind :

Naam en voornaam : .....

Adres : .....

Geboortedatum : .....

Samenstelling van het gezin : .....

Aantal kinderen van het gezin, die in betoelaagde opvangmilieus geplaatst zijn en die onderworpen zijn aan dezelfde schaal van bijdragen : .....

Inschrijvingsdatum : .....

Voorbehouden voor het opvangmilieu

Deze aangifte wordt aangevuld met een van de volgende modellen :

MODEL A	MODEL B
<p>Ik ondergetekende verklaar kennis te hebben genomen van het besluit dat voor het jaar 1990 de schaal bepaalt van de financiële bijdrage van de ouders in de verblijfkosten in de kinderdagverblijven en de peuterspeelruimte erkend en gesubsidieerd door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » alsook in de diensten voor onthaalvaders en onthaalmoeders.</p> <p>Datum : Handtekening :</p>	<p>Ik ondergetekende verklaar dat de netto maandelijkse inkomsten van mijn gezin bestaan uit :</p> <p>1° ..... F maand .....</p> <p>2° ..... F maand .....</p> <p>..... F kinderbijslag</p> <p>..... F</p> <p>Ik staaf deze aangifte met attesten die door de werkgevers ingevuld zijn.</p> <p>Datum : Handtekening :</p>
MODEL C	MODEL D
<p>Ik ondergetekende verbind me ertoe een financiële bijdrage te betalen die berekend is op basis van mijn aanslagbiljet 1989 (inkomsten 1988), volgens de omrekeningsformule bepaald in het besluit.</p> <p>Samengevoegde belastbare nettojaarlijkse gezinsinkomsten van het gezin</p> <p><math>\frac{13,66}{13,66} \times 1,1042 = \dots\dots\dots F</math></p> <p>Datum : Handtekening :</p>	<p>Ik ondergetekende verbind me ertoe een financiële bijdrage te betalen die berekend is op basis van mijn aanslagbiljet 1988 (inkomsten 1987), volgens de omrekeningsformule bepaald in het besluit.</p> <p>Samengevoegde belastbare nettojaarlijkse inkomsten van het gezin</p> <p><math>\frac{13,29}{13,29} \times 1,1042 = \dots\dots\dots F</math></p> <p>Datum : Handtekening :</p>

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Sociale Zaken en van Gezondheid,  
F. GUILLAUME

Bijlage 3

ATTEST DOOR DE WERKGEVER IN TE VULLEN EN BESTEMD VOOR

..... (benaming van het opvangmilieu)

Ik ondergetekende .....

handelend in naam van (naam en adres van de firma) .....

.....

.....

verklaar dat de heer/Mevr. ....

wonend te .....

in mijn dienst is als .....

Zijn/haar bruto maandelijks bezoldiging, kinderbijslag niet inbegrepen en na aftrek van de solidariteitsbijdrage, maar wel met inbegrip van :

- de haardtoelage/standplaatstoelage;
- de andere voordelen onderworpen aan de R.S.Z.-aangifte,

voor de maand ..... bedraagt .....

Af te trekken :

- R.S.Z.-bijdrage : ..... F
- Kas weduwen en wezen : ..... F
- Omslagkas der gemeentelijke pensioenen : ..... F
- Bedrijfsvoorheffing : ..... F

---

NETTOBEZOLDIGING : ..... F

— Andere maandelijks voordelen, die niet aan de R.S.Z. moeten worden aangegeven, nader te bepalen

Toelagen voor loopbaanonderbreking : ..... F

Andere : ..... F

..... : ..... F

Gepresteerde diensttijd : .....

Opgemaakt te .....

Stempel van de firma Handtekening :

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en van Gezondheid,  
F. GUILLAUME